



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Cyclone Batsirai à La Réunion Question au Gouvernement n° 4798

Texte de la question

CYCLONE BATSIRAI À LA RÉUNION

M. le président. La parole est à Mme Karine Lebon.

Mme Karine Lebon. Monsieur le ministre des outre-mer, voilà quelques jours, La Réunion a été touchée par le cyclone Batsirai. L'heure du bilan a sonné, et il est lourd, même si, fort heureusement, aucune victime n'est à déplorer.

Les dégâts sont considérables, puisqu'aucun secteur n'est épargné. Les routes, comme celles de Cilaos et du Littoral, les réseaux électriques et la desserte d'eau potable sont durement endommagés, les écoles ont fermé pendant plusieurs jours et un pétrolier s'est même échoué au large des côtes réunionnaises. La situation est telle que l'état de catastrophe naturelle et de calamité agricole a immédiatement été demandé par le préfet.

Les Réunionnais, dont je salue l'esprit de résilience, ont été très éprouvés par cet épisode cyclonique violent, qui intervient en plein pic épidémique. Ils en redoutent les conséquences sur une situation sociale et économique déjà difficile, en particulier pour le monde agricole. Pour nombre d'agriculteurs, les récoltes sont anéanties, ce qui les expose à de lourdes pertes pouvant mettre en péril leurs exploitations. À cela s'ajoutent les pénuries à venir en fruits et légumes, qui représentent 70 % de la consommation locale, et par conséquent une hausse des prix. Cela fait beaucoup pour un pouvoir d'achat déjà malmené. Il est urgent de bloquer les prix sur ces produits de première nécessité.

L'inquiétude gagne aussi à propos des risques de pollution de notre littoral par hydrocarbures, et vos déclarations tendant à minimiser ce que vous qualifiez de « petite pollution » n'ont pas rassuré. L'environnement étant notre priorité, nous attendons un plan de dépollution et de démantèlement de l'épave. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et FI.)*

Enfin, Madagascar, que Batsirai a très durement frappé, déplore déjà 82 morts. Plus de 70 000 personnes ont dû être déplacées, sans compter la crise humanitaire qui se profile. La solidarité internationale s'impose. Comment la France va-t-elle y répondre ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC ainsi que sur quelques bancs du groupe LR. – Mme Sophie Mette applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics. Permettez-moi tout d'abord d'excuser mon collègue Sébastien Lecornu, retenu par un déplacement devant l'ONU et qui m'a demandé de vous répondre, sachant que nos ministères sont mobilisés, avec le ministère de l'intérieur, pour apporter des réponses.

Comme vous l'avez dit, le cyclone Batsirai a longé La Réunion, à environ 200 kilomètres des côtes, mais avec des dégâts considérables, des rafales de vent énormes et des précipitations très importantes. Les dégâts, que vous avez décrits, sont très importants, même si, heureusement, nous ne déplorons aucune victime.

Dès la survenue de ces faits, l'alerte rouge a été déclenchée et, comme vous l'avez dit, les Réunionnais et les services de l'État se sont tous mobilisés pour intervenir, déblayer et rétablir la situation la plus normale possible.

À l'heure où nous parlons, nous constatons qu'aucun secteur routier ne connaît de difficultés majeures et qu'à notre connaissance les écoles sont ouvertes, à une exception près – cette école, située sur le cirque de Mafate, devant ouvrir le 10 février. Nous constatons aussi que le port et l'aéroport ont un fonctionnement normal, ce qui est également rassurant.

Dès aujourd'hui, la commission interministérielle chargée de reconnaître la catastrophe naturelle se réunit, à la demande du préfet, pour examiner la situation dans vingt-quatre communes. Les travaux d'expertise sur les productions agricoles et les dégâts agricoles en vue de la reconnaissance de la situation au titre des calamités sont en cours, et nous faisons diligence, avec tous les services des ministères concernés, pour apporter les réponses nécessaires.

Vous avez aussi évoqué les craintes, que nous partageons tous, quant à l'épisode de pollution consécutif à l'échouage d'un navire, le *Tresta Star*. À l'heure où je vous parle, les premiers relevés sont relativement rassurants pour ce qui concerne l'étendue de la pollution, mais il n'en faut pas moins aller vite pour dépolluer. Le préfet a mis en demeure l'armateur, qui a envoyé des remorqueurs et des équipages pour procéder à cette dépollution. Là aussi, nos services font diligence pour assurer un suivi parfait de ces opérations.

Vous m'avez enfin interrogé – mais le temps manque pour répondre – sur la situation à Madagascar : en lien avec les autorités malgaches, la France dépêchera des secours humanitaires et techniques pour accompagner ce pays. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme Karine Lebon.

Mme Karine Lebon. Merci pour vos réponses, mais un axe routier continue à poser problème : il s'agit de la route du Littoral, qui a de nouveau été complètement fermée hier soir à la suite d'un éboulis. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Karine Lebon](#)

Circonscription : Réunion (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4798

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 février 2022](#)